

Towards a Global Finance System at the Service of Sustainable Development

(Pour un système financier mondial au service du développement durable)

Depuis janvier 2010, un consortium de six organisations de la société civile travaille à un projet commun sur l'impact de la crise financière et des réformes actuelles du système financier sur le développement, « Vers un système financier global au service du développement durable ». Le projet est co-financé par l'Union européenne.

Arrière-plan :

La crise financière a trouvé son origine dans les pays développés mais impacte également directement et fortement les économies émergentes et les pays en développement. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement s'en trouvent menacés devant la montée dramatique de la pauvreté et du chômage comme effet direct de la crise. L'Union européenne doit s'assurer que ses plans de sauvetage et de relance restent cohérents avec l'objectif de développement, les politiques européennes de développement et les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Afin de lutter contre les causes de la crise et pour permettre un développement économique plus durable, de nouvelles régulations et mesures de surveillance des marchés financiers doivent être mises en place à l'échelle de l'Union européenne et mondiale. Ces réformes doivent prendre en compte les intérêts des pays en développement et en particulier ceux des pays les plus pauvres. Par exemple, les problèmes suivants doivent être résolus par la régulation et sont concernés par le projet : la prévention de la spéculation sur les biens alimentaires, la régulation des centres offshore (paradis fiscaux...), la régulation et la surveillance de tous les acteurs et les produits financiers, le renforcement du système bancaire public, micro, communautaire et coopératif, la réformes des taux de change et du système des réserves mondiales.

Objectif du projet :

- Ancrer les objectifs de développement durable dans les plans de relance et les réformes
- Sensibiliser de nouveaux partenaires sur les impacts de la crise sur le développement
- Accroître la compréhension de nouveaux partenaires quant à la régulation financière
- Faire prendre en compte les intérêts des pays en développement et émergents dans les outils de régulation et de surveillance européens
- Favoriser la transparence et la communication entre les organes de surveillance, la société civile et les média
- Renforcer la communication et le travail en réseau de la société civile sur cette question

Pour des informations complémentaires, contactez-nous :

AITEC, Association internationale de techniciens, experts et chercheurs, France, <http://aitec.reseau-ipam.org>
• Gildas Jossec, [gildas.aitec\(at\)reseau-ipam.org](mailto:gildas.aitec(at)reseau-ipam.org)

Glopolis, Prague Global Policy Institute, Czech Republic, www.glopolis.org
• Jiří Čáslavka, [caslavka\(at\)glopolis.org](mailto:caslavka(at)glopolis.org)

New Economics Foundation, UK, www.neweconomics.org
• Tony Greenham, [tony.greenham\(at\)nef.org](mailto:tony.greenham(at)nef.org)

SOMO, Centre for Research on Multinational Corporations, Netherlands, <http://somo.nl>
• Myriam Vander Stichele, [mvanderstichele\(at\)somo.nl](mailto:mvanderstichele(at)somo.nl)

Védegylet, Hungary, www.vedegylet.hu
• Anna Kunkli, [anna.kunkli\(at\)vedegylet.hu](mailto:anna.kunkli(at)vedegylet.hu)

WEED, World Economy, Ecology & Development, Germany, www.weed-online.org
• Markus Henn, [markus.henn\(at\)weed-online.de](mailto:markus.henn(at)weed-online.de)



This document has been produced with the financial assistance of the European Union. The contents of this document are the sole responsibility of WEED and can under no circumstances be regarded as reflecting the position of the European Union.